

8 novembre 1988, Québec

Conférence de presse sur le dépôt d'une motion par le Parti Québécois

M. Bourassa: You should ask the PO, with their motion. So, I suppose. I was quite clear towards the impossible for me to accept the text of the motion. So, they were sticking to their 21st of November, which electoral approach, I thought that the Government could think that that could have been an interesting debate, I Assembly and the people of Quebec could have find interest to look at that debate. Free trade is an issue now in Canada, which is obviously attracting a lot of attention but, they took that decision. I respect their decision but that is their responsibility. I was ready, I had my speech ready to talk about that. I have some figures I will give to you. Next year, for instance 266 000 000 \$ from Quebec Government will be affected to the formation for those kinds of programs, so, something very concrete is done.

M. Noseworthy: It is not too serious that over the weekend there were a lot of requests from members of your party not to support such a motion?

M. Bourassa: Not a single one request. The party, my party as you know has adopted Free Trade, my caucus has adopted Free Trade, my cabinet has adopted Free Trade. So, there is no change of mind because of polis. We believe that this is good for Quebec and Canada. I said it in Winnipeg, I said it this afternoon at the National Assembly, I said it last Thursday. You know ail the reasons...

Une voix: Pourquoi M. Bourassa, vous n'avez pas voulu qu'il y ait la fameuse date du 21 novembre? Cela vous aurait tout de même donné une occasion de parler du libre-échange et de ce que vous aviez à dire?

M. Bourassa: Écoutez, moi j'étais prêt par exemple à ce qu'on dise que cela doit être connu avant la mise en application du traité. Il me semble que c'est un amendement qui était raisonnable. Quelle différence entre le 21 novembre et le 31 décembre dans l'hypothèse où le traité est ratifié? Alors, l'amendement n'a pas été accepté. On tenait absolument à ... D'ailleurs, je crois que c'est M. Lesage ou M. Descôteaux samedi dans Le Devoir qui disait que M. Parizeau avait donné des instructions. En tout cas, je comprends que sur le plan tactique qu'il y a peut-être avantage pour eux à ce qu'on n'en parle pas parce que le parti est divisé. Je ne veux pas détailler sur leurs problèmes internes. Tout ce que je peux vous dire c'est que nous étions prêts pour pouvoir en discuter bien sobrement, avec sérénité, et avec des faits bien précis et bien calmement parler de cette question.

M. Jobin: M. Bourassa, est ce que ce n'est pas...

M. Bédard: Cela ne vous appartient pas comme tel. Vous êtes d'accord ou non d'en discuter.

M. Bourassa: Oui, je sais mais dans la mesure...

M. Bédard: Elle était claire en plus.

M. Bourassa: Pardon?

M. Bédard: Et elle était claire en plus. Il y avait des dettes. Ce qu'on vous reproche c'est de ne pas profiter de l'occasion pour obtenir une garantie que vous n'avez pas obtenue jusqu'à matin, premièrement. Deuxièmement, de ne pas vous en servir pour rassurer ceux qui ont peur du libre-échange, les travailleurs en particulier, les syndicats. Ce n'était pas une bonne occasion?

M. Bourassa: Oui, mais je vous l'ai dit, écoutez M. Bédard, est ce que nous allons, pour avoir une occasion que j'ai devant vous, j'ai parlé tantôt qu'il y avait 266 000 000 \$ de prévus dans le budget pour des programmes de formation, des programmes de transition, plus 332 000 000 \$ du gouvernement fédéral affectés au Québec: cela fait un total de 600 000 000 \$ qui est déjà prévu. Nous aurions donné ces chiffres-là plus le programme PATA où vous avez 137 000 000 \$ pour les trois prochaines années ou 130 000 \$. Vous connaissez le programme PATA pour aider les travailleurs âgés. Alors j'aurais souhaité que l'on puisse donner tous ces faits. Comme l'Opposition n'a pas voulu modifier la question de la date du 21 novembre que je trouvais plus ou moins sérieuse, parce que c'est dans une dizaine de jours en pleine campagne électorale, à ce moment-là je profite de l'occasion pour vous donner les faits ici. Mais comme ce sont des faits importants, je vais attendre que les gens soient arrivés, si vous n'avez pas d'objection.

M. Jobin: M. Bourassa, n'est-ce pas justement en campagne électorale que l'on peut jauger du sérieux des partis qui sont appelés à diriger le gouvernement fédéral sur ces questions-là?

M. Bourassa: J'ai répondu là-dessus jeudi après-midi, si vous lisez mes réponses jeudi après-midi. Il y en a d'autres qui peuvent vous dire qu'en campagne électorale, il y a toutes sortes d'affirmations qui peuvent être faites. Est-ce que vous pensez que tous les engagements, qui ont été pris par les différents chefs durant la campagne électorale, seront appliqués à court terme? Ce que je dis c'est que je voulais pouvoir expliquer sobrement les avantages et les inconvénients et à l'occasion de ce débat, donner les chiffres qui révèlent quand même que le gouvernement se prépare à l'application du traité de libre-échange, même s'il n'est pas encore ratifié du côté canadien.

Je le répète pour ceux qui n'étaient pas là: en 1989-1990, il est prévu dans le budget une somme de 600 000 000 \$: 332 000 000 \$ du gouvernement fédéral et dans le cas du gouvernement du Québec, 266 000 000 \$, plus le programme PATA, 130 000 000 \$ répartis sur trois années. Donc, voilà des mesures très concrètes qui démontrent l'intérêt et la vigilance du gouvernement du Québec vis-à-vis des travailleurs dans l'hypothèse d'une ratification du traité.

M. Forgues: M. le premier ministre, les chiffres que vous nous donnez et que vous dites que vous auriez aimé donner dans le cadre d'un débat à l'Assemblée nationale montrent bien le fossé qui vous sépare de l'Opposition dans ce dossier. L'Opposition veut profiter des circonstances pour faire pression sur le gouvernement fédéral pour le forcer à allouer des fonds pour les programmes d'adaptation. Vous nous dites: Il y a déjà beaucoup d'argent de prévu. Vous semblez pratiquement laisser croire qu'il y en a déjà suffisamment pour rassurer tout le monde.

M. Bourassa : Non. Il y a deux aspects dans votre question. J'ai dit jeudi dernier que le

gouvernement fédéral s'était engagé formellement à assumer principalement la part des nouveaux programmes. Il y a donc là un engagement formel du gouvernement fédéral répété à plusieurs reprises par le premier ministre du Canada.

Deuxièmement, il y a l'engagement d'une commission créée, la commission de Grandpré pour faire des propositions au gouvernement fédéral. Troisièmement, on sait fort bien que l'application du traité ne commencera pas avant le début de janvier en tenant compte, évidemment, du résultat électoral et on sait fort bien, au surplus, que cette application sera graduelle, 1 %, 2 %, et que parce qu'elle est graduelle et parce qu'elle est infiniment moindre que l'augmentation du dollar canadien qui équivaut à de augmentations de tarifs, on ne peut pas logiquement dramatiser les premiers mois de 1989.

Quatrièmement, il y a 600 000 000 \$ qui sont déjà prévus pour 1988-1989 – je ne sais pas si je vous ai dit 1989-1990 – 600 000 000 \$ déjà prévus dans le budget – vous pouvez consulter les crédits budgétaires – 600 000 000 \$ qui sont déjà prévus, 332 000 000 \$ par le gouvernement fédéral, 266 000 000 \$ par le gouvernement du Québec. Je pourrai vous donner les détails tantôt, si vous voulez. Je pourrai vous donner tous les programmes qui existent. Voici que là, j'ai perfectionnement de la main-d'œuvre, soutien à la formation en entreprise, reclassement des salariés licenciés collectivement. Je fais le discours que j'aurais fait tantôt.

Une voix: Nous l'avions manqué...

M. Bourassa: Protection de l'emploi dans l'entreprise, adaptation de la main-d'œuvre, services externes de main-d'œuvre, transition travail, programme d'aménagement concerté du temps du travail, stages en milieu de travail, travaux communautaires. Quand même, vous avez vos « deadlines ».

M. Bédard: Je reviens avec mon besoin de garantie supplémentaire.

M. Bourassa: Pardon?

M. Bédard: Vous êtes satisfait et vous n'avez pas besoin de garanties supplémentaires. C'est ce qu'on comprend de votre...

M. Bourassa : Bien, vous avez mal compris, M. Bédard.

M. Bédard: Alors, pourquoi ne pas utiliser le débat cet après-midi?

M. Bourassa: Je répète, pour une troisième fois. Je veux dire, j'aimerais bien donner la réponse que vous souhaitez, mais je m'excuse, les faits sont les suivants: Vous faisiez un excellent reportage sur les comtés de la Côte-Nord et peut-être que vous n'étiez pas jeudi après-midi à l'Assemblée nationale. Ce que je vous dis, c'est que jeudi après-midi, à l'Assemblée nationale, j'ai donné les raisons justifiant mon refus de mettre une date précise que dix jours avant les élections on exige en pleine campagne électorale un engagement de principe qui a déjà été fait. Quant aux modalités des programmes de transition, dans la mesure où cela peut s'adapter, je vous dis que déjà nous sommes, à court terme, amplement outillés. Est-ce que je dois reprendre tous les programmes plus la demi-douzaine que je n'ai pas mentionnés pour vous démontrer que le gouvernement est préparé à faire face à cette

situation. Pour les autres programmes additionnels, il y a cet engagement formel du gouvernement fédéral répété à plusieurs reprises, la Commission De GrandPré et les négociations qui se poursuivent avec les milieux intervenants. Il ne faut quand même pas oublier qu'on parle d'une augmentation de tarif pour l'année 1989 possiblement de 1 % ou 2 %, étant donné que c'est étalé sur cinq ans ou dix ans, alors que le dollar peut baisser ou augmenter de 3 % ou 4 % et doublant l'impact du tarif. Il faut regarder la relativité des choses. Je veux être sûr d'avoir répondu à votre question M. Bédard.

M. Bédard: Ce n'est pas que la mienne, c'est celle de tout le monde.

M. Bourassa: C'est cela. Je m'adresse à vous comme l'interprète de la population. Il s'est dit tellement de choses dans le débat électoral que, évidemment, votre question reflète certaines interrogations.

M. Jobin: M. Bourassa, cela fait déjà plusieurs mois que la Commission De Grandpré a été annoncée et mise sur pied par M. Mulroney à Ottawa à l'issue d'une rencontre des premiers ministres, qu'est ce qui est sorti de cette commission?

M. Bourassa: Elle a remis un rapport préliminaire au gouvernement fédéral et, évidemment, le gouvernement fédéral examine ce rapport et attend un rapport définitif dans quelques mois.

M. Samson: Le poids d'une déclaration du premier ministre en conférence de presse n'est quand même pas le même que celui d'une résolution adoptée à l'unanimité par l'Assemblée nationale. Pourquoi votre formation n'a-t-elle pas pris l'initiative de présenter une résolution qui aurait pu recueillir le consentement de l'Opposition et, à ce moment-là, réaffirmer la volonté du gouvernement dans le sens du libre-échange?

M. Bourassa: Vous présumez le consentement de l'Opposition. Si l'Opposition – et je ne la blâme pas – veut faire de l'électoralisme avec cette question, on ne peut pas présumer de sa décision. Pour ce qui a trait à l'appui du traité de libre-échange, je ne manque pas l'occasion de manifester cet appui. Je crois qu'on m'a posé une question à l'Assemblée nationale cet après-midi et que j'ai réitéré l'appui du gouvernement du Québec au traité de libre-échange. Je l'ai fait constamment. Je l'ai fait avec vous dans votre journal samedi dernier où j'ai donné plusieurs éléments favorisant le traité de libre-échange et je le fais quand l'occasion se présente.

M. Racine: M. Bourassa, est ce que les mêmes programmes que vous venez d'évoquer pourront entrer en vigueur ou avoir une action quelconque si les libéraux gagnent l'élection et que le traité de libre-échange tombe et qu'il y ait l'impact négatif au Québec que certains craignent? Est-ce que là aussi vous avez un coussin qui est tout près?

M. Bourassa: Comme vous le voyez, j'ai mentionné toute une série de programmes très diversifiés. Ces programmes sont utilisables dans n'importe quelle conjoncture économique. Si elle est bonne, ça coûte moins cher, si elle est mauvaise, ça coûte plus cher.

M. McKenzie: Tout à l'heure, M. Chevette a dit qu'il ne faisait confiance ni à M. Mulroney ni à M. Turner dans l'hypothèse où M. Turner s'arrangerait pour garder le traité. Il y a une question

de confiance. Est-ce que vous faites confiance aux deux pour qu'il y ait des programmes qui s'imposent?

M. Bourassa: Bien, je veux dire que pour le prochain gouvernement, je fais confiance au jugement de la population.

M. McKenzie: Ce n'est pas ça ma question. Est-ce que vous faites confiance à M. Mulroney pour que les programmes qui s'imposent, que l'argent soit disponible et également à M. Turner en cas de coup dur?

M. Bourassa: M. McKenzie, je ne crois pas que M. Turner se soit engagé à faire des programmes à l'occasion du libre-échange. Je ne sais pas s'il s'est engagé à en faire au cas où il y aurait un impact négatif. Là-dessus, je n'ai pas suivi. Est-ce qu'il y en a qui ont suivi? Est-ce que M. Turner a pris un engagement sur l'impact négatif du refus du traité?

M. McKenzie: Non, mais je me demandais si vous vous en inquiétez. C'est ça ma question?

M. Bourassa: Non, ce que je vous dis c'est que: Pour ce qui a trait au traité de libre-échange, le gouvernement fédéral a pris un engagement formel. Donc, le gouvernement s'est engagé et déjà dans certains programmes comme PATA. PATA est un programme qui peut aider dans le cas du libre-échange. Déjà dans certains programmes comme PATA qui vise les travailleurs âgés mais pas nécessairement ceux qui sont uniquement affectés par le traité de libre-échange. Comme je vous le dis, tout dépend de la hausse du dollar canadien ou des taux d'intérêt. Admettons que le dollar canadien baisse et que les taux d'intérêt augmentent, ça peut créer, si vous parlez de l'impact que pourrait avoir une décision positive ou négative, ça aussi peut créer du chômage. Alors, les programmes sont faits pour l'ensemble de ces événements, de ces conséquences. Il ne faut pas se limiter à l'action du traité de libre-échange.

M. McKenzie: Une dernière question. Pourriez-vous expliciter ici – parce que j'ai lu quelque chose dans les journaux mais je voudrais être sûr que c'est bien votre pensée – êtes-vous d'avis que M. Turner pourrait en fait se retourner et garder le traité de libre-échange après tout ce qu'il a dit pendant la campagne électorale?

M. Bourassa: Ce que j'ai dit, sans impliquer personnellement M. Turner, comme je vous ai dit: Ce n'est pas l'élection du Québec, c'est l'élection fédérale. Je suis intervenu à deux reprises quand j'ai été impliqué personnellement. M. Turner m'a impliqué personnellement sur les investissements et je lui ai répondu. M. Broadbent m'a impliqué personnellement sur l'électricité et je lui ai répondu. En l'absence de réplique, le débat a été clos. Alors, ce que je dis, c'est qu'il est important, et je pourrai vérifier en fin de semaine dans mes rencontres avec les sénateurs américains, qu'à la suite du 21 novembre, le message des Canadiens soit que nous sommes encore confiants et désireux de commercer plus librement. Je dois dire qu'il faut quand même constater que les accords du GATT permettent des regroupements régionaux, ne permettent pas, sauf exception, des accords sectoriels parce qu'il y a certains opposants du libre-échange qui disent: Nous devrions procéder par accords sectoriels plutôt que regroupements régionaux. La seule exception, c'est le pacte de l'auto. Mais les accords du GATT qui ont été créés au milieu des années quarante pour empêcher la répétition de la crise des années trente qui, elle, était liée à l'augmentation du

protectionnisme. C'est le sens du GATT. On invoque le GATT à tout propos. Le GATT a été créé pour ne pas répéter la crise des années trente dont la source était le protectionnisme et les accords du GATT pour favoriser le commerce plus libre a permis des regroupements comme le Marché commun, la zone de libre-échange, l'association de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. En Amérique centrale, il y a eu également regroupement, l'entente entre Israël et les États-Unis et tout dernièrement, l'entente entre le Canada et les États-Unis. Alors, ce que Je dis, c'est qu'il faut que le message de lendemain d'élection, quel que soit le résultat, à mon sens, soit très clair, c'est qu'on dise aux Américains: Nous sommes encore intéressés à commercer avec vous. Il ne faut pas que ce soit Interprété d'une façon négative.

M. McKenzie:...(?) des États-Unis, le protectionnisme?

M. Bourassa: Je ne sais pas qui gagnera l'élection présidentielle ce soir, M. Mckensie. Tout ce que je peux vous dire, c'est que M. Dukakis était très favorable au traité de libre-échange, que M. Bush était également favorable au traité de libre-échange, que M. Jim Baker qui a été l'un des principaux architectes de la candidature de M. Bush à l'élection présidentielle a été celui qui a négocié le traité de libre-échange alors qu'il était secrétaire au Trésor. Il l'a fait à un moment très difficile dans l'exercice de ses fonctions alors qu'il devait faire face à une crise internationale pour le dollar américain. Il a passé des jours et des jours pour arriver au résultat de ce traité. Quelle sera la réaction d'une décision négative, par pure hypothèse? Il est toujours trop tôt, surtout avec la volatilité constamment éprouvée des électeurs depuis quelques semaines. Mais, quelle sera la réaction du gouvernement américain le 22 novembre? On peut se poser la question.

Une voix: M. Bourassa, à Winnipeg, vous...

M. Lessard: Il y a beaucoup de choses qui se déclarent en campagne électorale, est ce que vous estimez qu'on est rendu à la démagogie, une campagne de peur à l'endroit (?)?

M. Bourassa: Je rie suis pas éditorialiste, M. Lessard.

M. Aubin: À Winnipeg, M. Bourassa, vous avez ouvert la porte aux gens qui s'opposent... J'ai deux questions. La première, c'est que vous avez, à Winnipeg, ouvert la porte aux gens qui s'opposent au libre-échange, en disant, justement, qu'il faudrait qu'on envoie des signaux aux Américains à l'effet que le Canada est intéressé à libéraliser le commerce, est ce qu'on vous a écouté? Est-ce que cela vous rassure, au nom des intérêts du Québec? Est-ce que ce message, depuis votre incitation à Winnipeg, a été véhiculé dans la campagne?

M. Bourassa: Bien, je ne peux pas dire que je suis la campagne électorale d'assez près pour voir tous les commentaires qui peuvent être faits. Tout ce que je puis vous dire, c'est que les Américains font face à un triple déficit et que, ce qu'on doit retenir dans toute cette question, c'est que le statu quo n'existe plus. On a obtenu que 80 % des exportations continuerions nous pas pour obtenir le 20 %? Je réponds à cela le statu quo n'existe plus, à cause de ce triple déficit: déficit budgétaire, déficit du commerce extérieur, déficit des prêts et des emprunts. Les États-Unis sont devenus un débiteur et, d'ici quelques années, si cela continue comme actuellement, leur débit pourrait excéder un trillion de dollars. Ce triple déficit a modifié radicalement la situation économique des Américains. Donc, dans un sens,

le traité de libre-échange est une action défensive, non seulement pour compléter le 20 %, mais également pour protéger le 80 %.

On parle des concessions qui ont été faites par le gouvernement canadien, à quel niveau? Au niveau des investissements? Non. Le Québec – peut-être que d'autres provinces diffèrent d'avis – au sujet des investissements, a besoin d'investissements étrangers. Avec 10 % de chômeurs – on n'en a pas 5 %, là. Concernant l'électricité, M. Larose m'impliquait personnellement, hier; M. Larose, qui est quand même responsable et défend de plus en plus les travailleurs avec mesure et lucidité, comme l'ensemble des autres chefs travailleurs. Mais, il reste que dans ce dossier, je ne crois pas qu'il soit adéquatement informé, parce qu'on sait que le traité va favoriser les exportations d'électricité. On a des négociations actuellement. On est sur le point de ratifier un contrat avec New York. Et, ça, ce sont des dizaines de milliards de revenus pour l'avenir et des dizaines de milliers d'emplois pour le présent. Alors, pour nous, ce n'est pas un inconvénient, le mécanisme paritaire, quand on pense que celui-ci, qu'on retrouve dans le traité, a été refusé à Israël, alors que nous le possédons. Cela va nous permettre de négocier d'égal à égal au lieu de négocier avec un rapport de forces de douze à un. Alors, quand on examine ces faits sereinement et lucidement, on conclut à ce que j'ai dit aujourd'hui, ce que j'ai dit la semaine dernière, ce que j'ai dit depuis quelques mois: le traité de libre-échange comporte plus d'avantages que d'inconvénients.

M. Aubin: Ma deuxième question, c'est: Justement, vous faites souvent la liste des avantages du traité de libre-échange pour le Québec. Quelle est votre lecture de ce qui se produirait sur la santé économique du Québec et sur sa position concurrentielle à l'intérieur du Canada si le traité du libre-échange n'était pas appliqué?

M. Bourassa: On tombe dans la spéculation, M. Aubin. Qu'est ce qui arriverait si...

M. Aubin: La spéculation à court terme.

M. Bourassa: À court terme, on peut certainement dire, à la suite des événements des récentes semaines, que le taux de change n'augmenterait pas. Si le taux de change n'augmente pas, les taux d'intérêt n'ont pas tendance à baisser. On ne peut avoir en même temps un taux de change qui baisse et des taux d'intérêt qui baissent. Alors, si le taux de change baisse à cause d'une relative et – je l'espère, si cela présente – éphémère insécurité des investisseurs, cela veut dire que les taux d'intérêt vont être plus élevés que si le taux de change était plus favorable. Ceci veut dire un endettement accru pour les gouvernements. Le gouvernement canadien a une dette de 300 000 000 000 \$, au-delà de 10 000 \$ par citoyen. 300 000 000 000 \$, si vous augmentez les taux d'intérêt de 1 %, c'est un service de la dette qui s'accroît la première année de 1 400 000 000 \$, de 2 200 000 000 \$ la deuxième année, de 2 700 000 000 \$ la troisième année et de 3 400 000 000 \$ la quatrième année. C'est là la vraie menace aux programmes sociaux: l'appauvrissement de la richesse collective. Il faut payer ces programmes sociaux.

M. Girard: C'est une politique canadienne qui existe déjà et contre laquelle vous vous élevez depuis de nombreux mois. La Banque du Canada n'a jamais tenu compte de vos représentations, ni de celles des premiers ministres réunis en conférence interprovinciale. Ce n'est pas une question de libre-échange, cela.

M. Bourassa: Ce que je vous dis, c'est qu'on ne peut pas traiter de la question du libre-échange comme si on était sur la planète Mars. On est obligés de traiter de la question du libre-échange en tenant compte d'un contexte bien concret. Or, nous avons actuellement un taux de change et des taux d'intérêt qui, à mon sens, sont très élevés. On veut que les taux d'intérêt soient réduits. Je l'ai dit en Chambre tantôt: L'équivoque canadienne sur le plan économique, le défi canadien sur le plan économique, quand une seule province 5 % de chômeurs, toutes les autres provinces doivent accepter un cran, un frein au dynamisme économique. Si, parce que le taux de change baisse pour des raisons internationales, on se trouve à augmenter les taux d'intérêt ou à ne pas les réduire, M. Devine rencontrait cet après-midi le gouverneur – je discuterai avec lui demain, il doit nous faire rapport – à ce moment-là on ne peut pas dire que cela va aider l'économie du Québec. Je donne des faits, je ne veux surtout pas sortir des épouvantails, toutes mes affirmations sont appuyées, soit sur des textes de loi, soit sur des faits bien précis. Je ne veux pas qu'on me fasse tirer des conclusions envers et pour un homme politique, je me limite à les réfuter lorsqu'ils m'attaquent personnellement. Ce n'est pas mon élection, c'est l'élection fédérale et je suis la tradition, comme par exemple le gouvernement Trudeau dans les années soixante-dix avait une politique linguistique un peu contraire à la nôtre, on agissait de la même façon, comme dans les années soixante le gouvernement fédéral avait une politique sur la caisse de dépôt contraire à celle de M. Lesage, le parti a agi de la même façon.

M. Jobin: M. Bourassa, justement vous parlez d'implication dans la campagne fédérale. Jusqu'à tout récemment les québécois semblaient résister aux attaques contre le libre-échange. Or de récents sondages démontrent que le libre-échange glisse dangereusement dans l'opinion des québécois, est ce que, comme chef du gouvernement québécois donc, sans vous impliquer directement dans la campagne, vous avez l'intention d'ici deux semaines d'accentuer vos interventions en faveur du libre-échange ici au Québec.

M. Bourassa: Je dois vous dire que j'ai mon rôle comme chef du parti libéral mais que pour moi il est plus important actuellement de jouer mon rôle de premier ministre du Québec. Comme chef du parti libéral je suis la tradition, je permets à mes collègues une liberté d'action sur le plan personnel, comme cela c'est toujours fait. Comme premier ministre du Québec, c'est ma responsabilité de rétablir les faits, sans m'impliquer directement dans la campagne électorale. C'est clair que ce n'est pas une situation qui est facile, pas plus que c'était facile pour moi dans les années soixante-dix, quand on attaquait ma politique linguistique à l'occasion d'une élection fédérale, pas plus que c'était facile pour M. Lesage dans les années soixante quand on attaquait sa politique sur les fonds de pension. C'est une vérité de Lapalisse. Mais l'équilibre désirable pour moi, c'est de rétablir les faits lorsque c'est nécessaire, d'explicitier les raisons du gouvernement du Québec, je l'ai fait à l'Assemblée nationale cet après-midi quand on m'a posé une question sur le chômage, et de répondre directement lorsque je suis personnellement impliqué.

M. Jobin: Même si, à l'heure actuelle, l'opinion des québécois semble changer, se modifier au même rythme qu'ailleurs au Canada?

M. Bourassa: Je ne peux pas, M. Jobin, commenter la volatilité des sondages.

M. Jobin: Je veux savoir si à partir de cela, sans les commenter, je ne veux pas savoir ce que

vous pensez, mais est-ce que vous avez l'intention d'accentuer vos démarches ici au Québec comme vous l'avez fait, par exemple, au Manitoba?

M. Bourassa: Je ne peux pas dire que je... Quand nous examinons des chiffres, je ne veux pas les commenter mais je reste quand même surpris qu'on tire des conclusions alors que l'échantillonnage est à peine 200 personnes au Québec. C'est un échantillonnage extrêmement étroit pour tirer des conclusions sur l'orientation définitive des Québécois.

M. Girard: Vous nous avez dit que vous êtes premier ministre du Québec...

M. Bourassa: Je le crois et j'en suis reconnaissant.

M. Girard: Dans ce cas, est ce que je pourrais vous poser une question qui relève directement de la politique interne du Québec et non pas de la politique fédérale provinciale?

M. Bourassa: Elle touche le libre-échange?

M. Girard: Elle ne touche pas le libre-échange.

M. Bourassa: On peut terminer, peut-être...

Des voix: Oui.

M. Tremblay: Je m'adresse au premier ministre du Québec justement.

M. Bourassa: Oui.

M. Tremblay: Si le traité de libre-échange c'est bon pour le Québec, c'est ce que vous dites et que, à l'occasion de la campagne, il est peut-être menacé – il y a quelqu'un qui a dit qu'il déchirerait le traité si jamais il était élu, M. Turner a dit cela – est ce que le premier ministre du Québec qui sait et dit que le traité de libre-échange est bon pour le Québec ne se sent pas obligé d'intervenir très directement?

M. Bourassa: Je veux dire que je ne peux pas faire plus que répondre aux questions. J'en ai parlé à Winnipeg, j'en parle devant vous. J'ai donné une interview au journal Le Soleil en fin de semaine sur ces questions. Je ne peux pas quand même, sans m'impliquer directement dans la campagne, faire valoir mon point de vue. C'est aux Québécois et aux Québécoises à... C'est eux, évidemment, qui doivent voter aux élections fédérales; ce ne sont pas mes élections. Pas plus que M. Lesage dans les années soixante alors que la Caisse de dépôt paraissait pour lui un enjeu vital. On sait comment la Caisse de dépôt est devenue un symbole de la renaissance économique du Québec. Pas plus que M. Lesage intervenait dans la campagne pour ou contre M. Pearson, vous vous en souvenez M. Girard?

M. Girard: Je m'en souviens.

M. Seguin: M. Premier, do you agree with Lucien Bouchard's analysis that...

M. Girard: Est-ce qu'on passe tout de suite en anglais? J'aurais une couple de questions en français. Est-ce que vous êtes d'accord avec votre ministre des Transports qui déclarait hier que si vous avez pris parti pour le libre-échange et intervenu aussi souvent en faveur du libre-échange, c'est qu'il y a quelqu'un d'autre, en l'occurrence Brian Mulroney, qui n'a pas fait sa job?

M. Bourassa: Je ne commente pas ces affirmations comme vous le savez, M. Girard. Je pense que vous posez la question à cause de votre sens du devoir très profond mais je ne suis quand même pas pour commenter des déclarations qui impliquent directement des chefs de partis sur la scène fédérale.

M. Girard: Ma question s'adresse au premier ministre du Québec. Je m'explique mal, comme un grand nombre de Québécois, comment est-ce qu'il se fait que vous consacrez autant d'énergies au libre-échange alors que sur le plan interne nous avons une grève dans les cégeps; il y a les heures d'ouverture qui sont en train de « bordelifier » la province, une niaiserie, même les évêques sont embarqués. Il y a les urgences qui commencent également à être reongestionnées et je pourrais en nommer d'autres. Qu'est-ce que le gouvernement attend pour régler ces problèmes-là qui nous confrontent à tous les jours, nous les québécois?

M. Bourassa: Oui, mais M. Girard, un de vos collègues tantôt me dit: Pourquoi n'intervenez-vous pas davantage dans la défense du libre-échange. Vous me dites: Pourquoi vous intervenez trop dans la défense du libre-échange? Alors, je veux dire: Entendez-vous entre vous. Ce que je vous dis est: Ce n'est pas parce que je défends le libre-échange – je suis d'accord avec vous – j'ai dit tantôt que ce n'était pas mon élection, c'était l'élection fédérale et je n'ai pas à faire d'élection fédérale pour la raison que vous venez de mentionner. Et nous suivons les dossiers de très près. Hier soir, jusqu'à deux heures du matin, demandez à M. Bourbeau, on a parlé de l'aide sociale. Il était quelle heure hier, M. Bourbeau?

M. Bourbeau: Il était une heure et quart du matin, M. Bourassa.

M. Bourassa: Alors, on ne peut pas dire qu'on ne fait pas notre gros possible. On a parlé du projet d'aide sociale, des amendements qu'on doit apporter et ce matin, j'ai parlé des heures d'ouverture. Il y a un conseil des ministres, un caucus. Le gouvernement suit la situation de très près et va apporter les meilleures solutions. Ce n'est pas la première fois qu'il y a quelques problèmes qui existent dans l'agenda politique du Québec. On n'est quand même pas dans une situation d'uniformité de calme absolue ou de perfection administrative. Ce n'est pas ce que vous voulez laisser sous-entendre, j'en suis convaincu.

Sur les heures d'ouverture, il y a eu des rencontres. J'ai participé à certaines rencontres hier soir, notamment, M. MacDonald a participé à plusieurs rencontres. On va examiner les représentations, comme il l'a dit cet après-midi et on avisera en temps opportun. Sur la question de l'éducation, M. Ryan a répondu à l'Assemblée nationale. Il a fait part de certains chiffres. Ce que nous disons là-dedans et je l'ai répété encore, je crois qu'il y a des étudiants qui se rendent compte que nous avons le régime le plus généreux en Amérique du nord sans être les plus riches pour le financer et que dans ce contexte, nous sommes prêts à écouter les représentations, à apporter des améliorations ponctuelles, mais nous ne pouvons pas

assumer – et je crois que les étudiants le comprennent – des dépenses additionnelles de quatre à cinq cents millions alors que nous avons déjà le régime le plus généreux. Alors, je crois que dans ce contexte, le gouvernement, quel que soit l'élection fédérale, manifeste la même vigilance pour régler ces problèmes.

M. Girard: Et les urgences?

M. Bourassa: Les urgences? Je crois que si je prends la région de Québec qui vous intéresse, il me semble qu'il y a eu une amélioration de la situation par rapport à un an. Il peut y avoir des cas comme ça qui surviennent de temps à autre parce que ce n'est pas un problème qui est facile à résoudre, mais il y a quand même eu une amélioration de la situation. Mais vous aurez toujours comme ça dans une administration publique qui se trouve à impliquer 7 000 000 de personnes avec des centaines de ministères, d'agences, de commissions, de comités, vous aurez toujours quelques problèmes qui font surface. Il faut être réaliste. Est ce qu'il y a d'autres questions en français? Merci de paraître convaincu.

M. Seguin: Mr. Premier, I have two questions, Sir. The first one: Do you agree with Lucien Bouchard's analysis that Ontario is doing everything he can to block the deal and should Quebeckers be angry with that?

M. Bourassa: I am not commenting on statement by political leaders when there I am not implied personally. But it's question...

M. Seguin: Why not, Sir, go along with the motion today presented by the • PO that would help those industries that are vulnerable to the Free Trade deal.

M. Bourassa: I gave all the reasons in the National Assembly, last Thursday. I could give you the old list.

Vous n'en avez pas en anglais, M. Bourbeau, de ces choses?

N. Bourbeau: On va demander à notre ministre.

M. Bourassa: I could give you the old list of all those programs which are already proposed by the Québec government for this year and the beginning of next year. So, there is a lot which is done, 600 000 000 \$ are already affected by the Federal Government and the Provincial Government in order to face that situation. It is 600 000 000 \$, 332 000 000 \$ by the Federal Government and 266 000 000 \$ by the Provincial government for year 1988-1989 plus the program PATA which means about 125000000 \$ in the next three years for Québec. So, we had some programs to face that

Mme McRae: Sorry. Even if it was a small sampling in Québec, when you travel around Québec, you meet a lot of voters who say: I just do not understand the treaty. I am confused about it. In so far as you see, it is being in Québec who is interested in having a free trade treaty. How can you get that message across or how can you reassure Quebeckers that it is a good deal?

M. Bourassa: The statement of my government is quite clear. It is supported by a lot of people:

Mouvement Desjardins, the Official Opposition. I am giving the Tacts, in a serene way, explaining why it is advantageous to Québec taking into account the international context. And then, the election will be done. I am only following the tradition as Prime minister of Québec. I have to establish the facts. But, I am not intervening in the Federal campaign. I said: I will be neutral at the beginning of the campaign and I will respect that commitment until the end. But, when I am involved personally, when Mr. Turner mentioned about investment that I might be wrong, I replied to him, I gave him an answer. When Mr Broadbent said that I might be wrong on electricity, I gave him an answer, he was not replied and the debate was closed. If there are Chers who are implying me personally about the contempt of the Free-Trade, I will reply with Tacts, not an electoral way, facts and figures.

Mrs. Scott: Mr. Bourassa, to ask on the same (?), if the deal is so good for Quebec, why, in your opinion at this time, there is only one out of four Quebecers, 26 %, who thinks it is a good thing? What is going on?

M. Bourassa: I just answered that question...

Mrs. Scott: But why do you think so few Quebecers...

M- Bourassa: I said that... I do not want to comment on polls, because they are changing from week to week. But, on those polls, with a number of persons for Quebec – échantillonnage, en anglais, comment dit on? ...

Mrs. Scott: Sample. Des voix: Samples.

M. Bourassa: ...with a sample so narrow, slightly more than 200 persons, I think it is difficult, maybe it is right, but it is difficult to reach a final conclusion about that. What is important for me, as Prime Minister of Quebec, is the fact that this is implying more advantages than disadvantages, for the Quebec economy. I said it in the House. Cela va? Merci.

Une voix: One more question.

Une voix: Surely, you must regret the fact that the House of the National Assembly was not able to speak with the unanimous force on the Free-Trade question, and it is so important for Quebec.

M. Bourassa: I think it is well known that the National Assembly is favouring that. So, I do not regret anything, because it is quite clear that the Government and the Opposition said very strongly that they are supporting Free-Trade. Mr. Parizeau said it. He was not forced to say it last week. He gave an interview to the Journal de Montréal and they made a big headline of it. If Free-Trade is refused, Ontario will be the great winner. Maybe he had some political 'arrière-pensée' on saying that, we will see that after the election, but, what I am saying to you, is that it is quite clearly mentioned now that the National Assembly is favouring the Free-Trade. We had no agreement on that motion, the PO knew the reasons and, Thursday afternoon, I mentioned the reasons quite clearly. They came again, they stick to the motion, knowing I could not accept it, so that it is their responsibility. That is the electoral game. But I do not want to play electoral game, in my position. I want to protect the economic future of my fellow citizens. Merci.

Une voix: Does this lack of unanimity make it more difficult to sell the free-trade deal, particularly now and in the last two weeks of the campaign?

M. Bourassa: I mean, I just answered your question. It is quite clear that both parties, the official Opposition. So, for the time being, I will wait for the electoral results in US. I have many friends there and I hope they will be elected. Goodbye.